Parti Communiste Révolutionnaire de France
Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Sauver le service public de santé, pour satisfaire les besoins !

Un Ségur transformé en posture …

En juillet 2020, le « Ségur de la santé » a été gagné uniquement par la mobilisation courageuse des personnels de la santé, rejoints par une partie de la population. Comme notre Parti l'a écrit en juillet, si le rapport de force et le contexte sanitaire ont obligé Macron à négocier, celui-ci a manœuvré pour ne pas remettre en cause la politique de casse de l'hôpital public et de la Sécurité sociale menée depuis des dizaines d'années.

Nous sommes bientôt en novembre et aucune des revendications principales d'augmentation forte et générale des salaires, de recrutement, d'amélioration des conditions de travail et de financement d'une protection sociale qui réponde aux besoins de santé de la population, n'ont été satisfaites. Pire, alors que l'automne voit une recrudescence de la Covid-19 et des lits occupés par les malades, l'Assistance publique des hôpitaux de Paris envisage l'annulation des congés des personnels ! Le « gadget » projet de la loi adopté le mardi 2 juin 2020 par la majorité LREM de l'Assemblée, permettant aux salariés de « donner » des congés sous forme de chèques vacances aux soignants trouve donc ses limites ! Tout comme le déploiement d'un système favorisant les heures supplémentaires à l'hôpital alors que le personnel est épuisé ! Le ministre Véran n'avait-il pas osé affirmer que le responsable de la « crise des hôpitaux » était la mise en place de la semaine de 35 heures ! Les soignants ont donc eu droit à un hommage au 14 juillet et à quelques médailles, à un appel à la solidarité de la population pour faire des dons pour aider les hôpitaux... Comme dans la gestion de la crise sanitaire de la Covid-19, le gouvernement Philippe puis celui de Castex - qui est un gouvernement de bandits et de patrons (il n'y a qu'à voir leur CV) -, adoptent des postures, quand il s'agit de faire face aux besoins populaires et gardent leur feuille de route visant à maintenir et à renflouer les profits des monopoles.

Une offensive générale contre la Sécurité sociale...

Depuis la fin des années 80, les divers gouvernements de droite et de gauche, défenseurs du néo-libéralisme, ont cassé le service public de santé et fermé plus de 180 000 lits d'hôpitaux. Les résultats furent tragiques lors de la canicule de 2003 et encore en 2020 avec la Covid-19. Cette politique étroite de rentabilité financière occasionne la non reconnaissance des diplômes et des qualifications, des horaires de plus en plus contraignants avec les postes non remplacés ou non pourvus. 30% des jeunes diplômés abandonnent au bout de 5 ans. Cette dégradation des conditions de travail des personnels de santé et de l'action sociale est un des éléments des politiques de casse du système de protection sociale français. L'enjeu de classe est de taille pour l'Etat bourgeois : casser la Sécurité Sociale et ses bases solidaires pour marchandiser la santé. Il s'agit pour le capital de détruire un acquis fondamental pour les travailleurs : un droit obtenu, il y a 75 ans à la Libération, dans un contexte où les luttes sociales d'ampleur, la résistance antifasciste et la construction du socialisme-communisme sur un tiers de la planète permirent la conquête du droit fondamental à la santé ; il suffit de lire l'exposé des motifs de l'ordonnance du 4/10/45 :

"La Sécurité sociale est la garantie donnée à chacun qu'en toutes circonstances il disposera des moyens nécessaires pour assurer sa subsistance et celle de sa famille dans des conditions décentes. Trouvant sa justification dans un souci élémentaire de justice sociale, elle répond à la préoccupation de débarrasser les travailleurs de l'incertitude du lendemain, de cette incertitude constante qui crée chez eux un sentiment d'infériorité et qui est la base réelle et profonde de la distinction des classes entre les possédants sûrs d'eux-mêmes et de leur avenir et les travailleurs sur qui pèse, à tout moment, la menace de la misère."

…/...

web
PCRF Parti Communiste Révolutionnaire de France
pcrf-ic.fr unionjc.fr
Les Amis d'Oulianov - BP 40084
75 862 PARIS CEDEX 18
Union de la Jeunesse Communiste

Depuis les ordonnances gaullistes de 1967 jusqu'aux derniers plans gouvernementaux, nous subissons une stratégie qui consiste à faire payer les dépenses de la Sécurité Sociale, toujours plus par les usagers. La logique de cette politique inhumaine est que la santé est un « coût » et non un besoin à satisfaire ! Tout cela pour que vienne l'heure de la grande réforme de la privatisation, visant à assurer des profits juteux aux fonds de pension ou aux compagnies d'assurances. La retraite par points est une pièce du puzzle, mais également la création en cours d'une 5ème branche de la Sécurité sociale « pour l'autonomie » qui sera financée par la baisse des prestations des autres branches, y compris pensions et retraites, et par l'augmentation de la CSG/CRDS sur tous les travailleurs.

Les médias-mensonges, propriétés de quelques monopoles ou de l'Etat bourgeois qui leur est subordonné, sont en campagne permanente sur le déficit de la Sécurité sociale, alors que l'Etat continue de détourner des dizaines de milliards d'euros qui se cumulent avec le passif des années antérieures et que les exonérations patronales atteignent des records. L'objectif est donc de culpabiliser toujours plus la population et les personnels pour détourner les regards de l'opinion publique du véritable diktat des industries pharmaceutiques, dont le seul but est de réaliser un maximum de profits au détriment de la santé pour tous. La question d'un véritable service public de Santé pour tous est une question de classe. La poser autrement en termes "comptables" ou de "maîtrise des dépenses" est une impasse qui permet aux monopoles capitalistes, avec la complicité de centrales syndicales réformistes, d'imposer sa "réforme" c'est-à-dire sa volonté de casser la Sécurité Sociale et ses principes de solidarité.

Menons ensemble la contre-offensive pour notre droit à la santé pour tous !

La CGT-Santé, rejointe par SUD-Santé, les urgentistes de l'Amuf, les infirmiers du SNPI, ainsi que les collectifs Inter-Urgences et Inter-Blocs ont appelé à la grève et à l'action jeudi 15 octobre.

La santé, ce droit fondamental de toutes et tous, ne saurait être régie par la loi de la rentabilité financière. Les personnels de la santé et de l'action sociale sont en première ligne pour la défense d'un véritable service public avec un rôle déterminant pour l'Hôpital Public. La création du rapport de force pour mettre en échec les politiques gouvernementales et patronales, passe par l'organisation de luttes communes avec tous les travailleurs et toute la population.

La santé, affaire de tous, doit être défendue par tous ! C'est un mouvement de grande ampleur que nous devons créer pour battre en brèche les appétits du patronat. Cette résistance doit être multiforme et doit obliger le gouvernement à des reculs permettant la satisfaction des besoins des personnels et des usagers. La priorité budgétaire doit aussi être accordée à la recherche médicale publique, à la création d'emplois dans les hôpitaux publics afin d'assurer des missions de qualité.

Tous ensemble, nous pouvons gagner à condition que nos luttes sociales ciblent les profits capitalistes et assurent la renaissance d'un service public de santé digne de ce nom !

La sauvegarde d'une santé publique au service de toutes et de tous ne sera définitivement acquise qu'avec la fin du capitalisme-impérialisme, source de tous les maux avec son insupportable loi économique des profits maximum.

Un vaste front de lutte doit se former pour notre santé, pour la sauvegarde des emplois, pour les acquis sociaux et les libertés démocratiques, contre le racisme et les violences étatiques, front dont l'aile anticapitaliste devra amener à la compréhension qu'il faut en finir avec le capitalisme qui fait une fois de plus la preuve de son incapacité à satisfaire les besoins nécessaires à la population.

Le PCRF, octobre 2020

Qui sommes-nous ?
Le Parti Communiste Révolutionnaire de France

- fonde sa politique sur le marxisme-léninisme, et conduit le combat quotidien contre le capitalisme, en dénonçant la propriété privée des moyens de production et d'échange et le contenu de classe de l'État bourgeois.
- vise à devenir l'outil d'avant-garde de la classe ouvrière et des couches opprimées, pour conduire la révolution socialiste, instaurer le socialisme dans la perspective du communisme, fondé sur le pouvoir du prolétariat, la propriété sociale et collective des moyens de production et d'échange, et la planification démocratique centralisée.

Je rejoins
le Parti Communiste Révolutionnaire de France

NOM : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

_____

_____

Email :

_____

Imprimé par nos soins. Ne pas jeter sur la voie publique.